

Des milliers de Marocains dans la fournaise libyenne

DRAME. La situation des Marocains de Libye est inquiétante. Les uns sont retenus en otage par le pouvoir en déclin et d'autres cherchent les moyens, de plus en plus rares, de rentrer chez eux. Un avenir incertain.

PAR LOUBNA BERNICHI



Des rapatriés marocains de Libye sur le pont du bateau. Le 6 mars 2011 à Tanger.

“ *Il faut nous sortir de là! Nous sommes en grand danger*” supplie Abdelkader, travailleur marocain toujours coincé en Libye, sur une vidéo diffusée sur le net. Comme une bouteille à la mer, ce message exprime tout le désespoir et la peur que ressentent les immigrés marocains restés dans ce pays en proie à une guerre sanglante. Achraf Jaådouni, 22 ans, originaire de Ksar El Kébir, étudiant à la faculté de droit à l'université Al

Fateh à Tripoli, a été grièvement blessé, le 23 mars 2011, par un engin explosif dont la provenance est inconnue alors qu'il se trouvait devant son lieu de travail, un restaurant de la capitale libyenne. Depuis le début de la révolte du peuple libyen, le 17 février 2011, deux autres Marocains ont été tués à Al Bayda et Misrata. Et, la liste risque de s'allonger. Deuxième communauté étrangère après les Egyptiens, leur nombre est estimé, selon les chiffres officiels, à 100.000 travailleurs réguliers. Mais, bien plus si les il-

légaux sont pris en considération. Au commencement des troubles sociaux, les autorités marocaines ont procédé à des opérations de rapatriement. Au départ, par voie aérienne Tripoli-Casablanca via l'aéroport international de Carthage à Tunis, ensuite, par voie maritime en affrétant des ferrys. Au total, environ 12.000 Marocains résidents en Libye ont été rapatriés, 5.500 par avions et 6.500 par bateaux. Les ressortissants marocains qui ont regagné le pays par leur propres moyens, en transitant par les frontières tunisiennes

ou égyptiennes, sont, eux, estimés à huit mille. Malheureusement, ceux qui sont restés en Libye sont plus nombreux. Avec le commencement des frappes aériennes de la coalition internationale, le 20 mars 2011, sur la Libye, les opérations de rapatriement seront de plus en plus difficiles. Voire impossibles. Le Haut Commissariat des Nations Unies aux Réfugiés (HCR) a déjà tiré la sonnette d'alarme. Cet organisme a relevé, le 22 mars 2011, que le nombre de civils fuyant la Libye est en baisse depuis l'intervention militaire. Un constat inquiétant qui prouve que les civils ont de plus en plus de mal à se déplacer sur le territoire libyen.

Des histoires de terreur

Selon des témoignages de Marocains rapatriés de Libye, bien avant les actions militaires des alliés, le voyage sur la voie de retour de la Libye présente des dangers réels. «*Je suis content d'être enfin arrivé sain et sauf. En Libye, j'ai flirté avec la mort. J'habitais à Tripoli. Juste pour arriver au port de la ville, j'ai dû contourner au moins une trentaine de barrages de contrôle dressés par l'armée libyenne. Et, croyez-moi, ceux-là, au moindre mouvement suspect, ils n'hésitent pas à tirer*», raconte Mohamed, 45 ans, maçon, installé en Libye depuis une vingtaine d'années et rapatrié à bord du ferry "Barken", arrivé le 6 mars 2011 à Tanger. D'autres passagers de ce bateau racontent des histoires tout aussi imprégnées d'appréhension et de terreur. Amna, 50 ans, cuisinière dans un restaurant à Tripoli, a pris la décision de revenir dans

son pays natal après avoir assisté dans son quartier Tadjoura à la capitale à des affrontements meurtriers entre les milices pro-Kadhafi et les manifestants. «*À bord de voitures tout terrain, 4x4, des fidèles de Mouamar Kadhafi ont fait irruption dans le quartier. Sans crier gare, ils ont commencé à tirer dans tous les sens pour disperser les manifestants. Une balle perdue a traversé ma fenêtre. À ce moment-là, j'ai compris qu'il n'est plus possible de vivre en sécurité à Tripoli. Sans réfléchir, j'ai fait mes bagages et je suis partie.*»

Un départ compliqué

Amina et Mohamed et les autres compagnons de voyage ont eu la chance d'embarquer sur le ferry "Berkane"; au moins, eux, ils ont été encadrés par le personnel consulaire marocain à Tripoli et leur périple s'est déroulé dans de meilleures conditions. D'autres n'ont pas eu cette chance. Surtout ceux qui ont essayé de rejoindre la frontière tunisienne par voie terrestre par leur propres moyens. Ils ont relaté les grosses

difficultés à trouver un mode de transport pour la Tunisie, en contrepartie de sommes d'argent conséquentes, les harcèlements aux points de contrôle où les agents de l'armée leur confisquaient leurs téléphones portables et leurs caméras. Certains n'hésitaient pas à racketter les rescapés.

Même que, parfois, des milices exigeaient une somme d'argent pour leur laisser la vie sauve. «*J'ai du payer 500 dinars libyens (3.200 dirhams) pour rester en vie. Deux de mes compagnons de voyage ont été emprisonnés parce qu'ils n'avaient pas cette somme*», affirme en pleurant, Khalid, 32 ans, plâtrier.

La situation en Libye n'est plus vivable. Beaucoup de Marocains, installés à Benghazi l'ont appris à leurs dépens. Tout au début de la révolution libyenne, ils ont eu l'occasion de partir, d'embarquer dans un bateau à destination du Maroc mais ils ont préféré rester en espérant voir des jours meilleurs.

La plupart d'entre eux sont installés depuis longtemps dans

Le Haut Commissariat des Réfugiés :

«*Etant donné les nombreuses informations faisant état de violences et d'abus des droits humains en Libye, il est impératif que les personnes fuyant ce pays puissent trouver la sécurité.*»

cette ville, ils n'avaient aucune envie de laisser derrière eux leur biens, fruit de longues années de rude labeur. Croyant à un dénouement à la tunisienne, ils n'avaient pas imaginé que les événements allaient prendre une tournure aussi dramatique. Aujourd'hui, leur départ est plus compliqué.

Les otages de Kadhafi

Ils ne peuvent plus retirer leur argent parce que les banques sont fermées. Et, sans ressources financières, ils n'espèrent plus rien. D'autres ont choisi de s'attarder en Libye, malgré la conjoncture chaotique, par opportunisme. Ils voulaient passer de l'autre côté de la Méditerranée. Face aux flux des réfugiés venant des pays arabes touchés par les troubles sociaux, notamment la Tunisie, l'Égypte et la Libye, l'Europe n'a pas réussi à fermer ses portes et était presque obligée de les accueillir comme le stipule le droit international. D'autres encore n'ont pas quitté la Libye par obligation.

Les 4000 prisonniers marocains en Libye dont personne ne se soucie et ceux que Mouamar Kadhafi retient en otages pour servir de bouclier humain. Dans un enregistrement diffusé largement, le 21 mars 2011, sur la télévision officielle libyenne, Al Jamahiriya, on pouvait voir des dizaines de Marocains brandissant des drapeaux marocains et libyens et scandant des slogans pro-kadhafi dans la résidence présidentielle, Bab El Azizia.

Des observateurs ont déclaré que des familles sont payées pour renflouer les rangs des pseudo admirateurs du président libyen. Ont-ils vraiment le choix? Une chose est sûre. L'avenir des Marocains restés en Libye est incertain. Leur destin est entre les mains d'un guide en délire. ■

